

BUREAU d'AIDE SOCIALE: Vote du Budget Supplémentaire pour l'exercice 1957 - Examen des dossiers d'Aide Sociale

Le Conseil, après avoir examiné les affaires ci-dessus mentionnées, à la majorité, émet un avis favorable à ce qu'il soit donné suite aux délibérations prises à leur sujet par la commission administrative du Bureau de Bienfaisance dans sa séance du 27 Août 1957.

Mme AMELIN. - Est-ce réel, Monsieur le Maire, que le bureau n'attribue que des secours en nature (maïs et sucre) aux sinistrés?

Le MAIRE. - Outre le secours en vivres, les sinistrés bénéficient de tissus et des secours en espèces dont le montant varie suivant les disponibilités budgétaires.

fait
AUTORISATION d'ESTER EN JUSTICE

Le Maire demande au Conseil l'autorisation de représenter la Commune dans le procès- que doit lui intenter M. ELEONORE Honoré, ex-employé communal, licencié pour insuffisance physique.

Adopté à la majorité.

M. MANES demande la parole et attire l'attention du Conseil sur l'Ecole de la Montagne. Le plan en a été établi par le Cabinet BOSSU et soumis à l'autorité de tutelle qui a demandé d'y apporter quelques modifications.

Le MAIRE. - En effet le plan transmis au Cabinet BOSSU ne nous est point retourné à ce jour, malgré nos réclamations réitérées.

M. MANES. - Je vous demanderai, Monsieur le Maire, et si le Conseil ne voit aucun inconvénient d'écrire au Cabinet BOSSU pour lui fixer un préavis de 15 jours pour la production du dossier, faute de quoi, sa déchéance sera prononcée.

Mise aux voix la proposition de Monsieur MANES est adoptée à l'unanimité.

M. COLLET. - Monsieur le Maire, j'ai des propositions à vous faire concernant l'attribution de certains noms de Conseillers Municipaux et de personnalités à différentes rues et écoles.

Le MAIRE. - Mon Collègue, cette question est assez délicate aussi vous demanderai-je de déposer la liste des personnes que vous proposez ainsi que leurs titres.

M. GUINOT, Secrétaire de séance signale à l'attention de ses collègues que depuis trois ans, notre collègue SALEZ s'est abstenu, en dépit des convocations régulières à lui adressées, de venir siéger à nos séances. Il demande, en conséquence, en cette qualité de secrétaire, l'application pure et simple de la loi.

Le MAIRE. - En effet, les procès-verbaux font ressortir que M. SALEZ n'est, depuis trois ans, venu au Conseil Municipal qu'une seule fois et je me rappelle même qu'il s'est retiré en cours de séance pour réclamer la pompe municipale, indispensable d'après lui au grand nettoyage de la salle du Conseil. M. SALEZ tombe bien sous le coup de l'article 60 de la loi municipale du 5 Avril 1884.

Mme AMELIN .- Vous voulez tuer Monsieur SALEZ parce que M. BABET est mort.

M. GUINOT. - Je m'élève hautement contre une telle déclaration qui ne reflète nullement ma pensée. Secrétaire de séance, j'ai des devoirs à remplir et ne saurais en aucune façon m'y dérober.

Après discussion et échange de vues le Conseil décide, à l'unanimité, de recueillir les explications de M. SALEZ en vue de l'application de la loi.

Toutes les affaires portées à l'ordre du jour ayant été examinées et personne ne demandant plus la parole, le Maire lève la séance à 12 H.50' ./..

Le Secrétaire,

Les Membres,

Le Maire,

N'ont pu signer:

Mme AMELIN: Absente
MM. FABRE) hors du
& PAUS) Département
Le Secrétaire